



Séance ordinaire du mardi 13 février 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le treize février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Régine ILLAIRE, Mylène MIFSUD, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, François RIO, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Concession des plages naturelles situées sur le territoire de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Avenant n°1 portant modification de l'implantation du lot n°3 et suppression du lot n°4 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

L'Etat peut conclure des concessions de plage pour organiser l'aménagement, l'exploitation et l'entretien des plages (article L.2124-4 du Code général de la propriété des personnes publiques – CGPPP) pour répondre aux besoins du public, qui portent essentiellement sur la pratique balnéaire. Ces concessions peuvent ainsi accueillir des plagistes, titulaires de sous-traités d'exploitation, dont l'activité principale reste la location de matériel et comme activité accessoire la restauration avec ou sans service de table.

L'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), issu de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), prévoit que la Métropole est dorénavant l'autorité compétente en lieu et place des communes pour la gestion des concessions de plage dans les conditions définies à l'article L. 2124-4 du CGPPP. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole s'est vu confier la concession par l'Etat de la gestion du domaine maritime de la plage de Villeneuve-lès-Maguelone pour une période de 10 ans, soit du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2028, par arrêté préfectoral n°DDTP34-2019-06-10458.

Dans le cadre du contrat de concession des plages naturelles situées sur le territoire de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, les lots de plage n°3 et 4 se situent dans un périmètre protégé : Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) 1 et 2, convention Ramsar (Zones humides), Natura 2000, classement comme réservoir de biodiversité au titre de la trame verte. Par ailleurs, l'implantation des lots présente un risque de submersion. De plus, le rapport de la mission gouvernementale portant sur les concessions et sous-traités de concessions de plage dans l'Hérault préconise la suppression des lots n°3 et 4, ou, à les réserver à des activités nautiques et ludiques non impactantes sur le biotope.

Face à ce contexte réglementaire contraint, et au futur renouvellement des contrats d'exploitation des lots de plage, il convient d'anticiper les modifications des documents d'urbanisme (SCoT, PLUi) en proposant une nouvelle orientation stratégique d'implantation en conjuguant la réglementation, le service public balnéaire, et l'attractivité partagée pour le plus grand nombre, dans le respect de son impact environnemental.

Sur le lot n°3, Montpellier Méditerranée Métropole, en lien avec la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, a souhaité se rapprocher des services de l'Etat, et en particulier de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) ainsi que de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), afin de permettre une implantation, pérenne et conforme à la réglementation, d'activités de plage de location de matériels non motorisés.

Cette implantation se doit d'observer les missions du service public balnéaire tels que définis par le Conseil d'Etat (CE, 18 septembre 1936, Commune de Prade) : salubrité de la baignade, sécurité des usagers et l'intérêt de la station balnéaire. Il est donc proposé la création d'une quatrième Zone d'Activités Métropolitaines (ZAM) en substitution du lot de plage n°3. Dans les ZAM, la Métropole, concessionnaire, peut développer pendant la saison balnéaire, des activités sportives et d'animation de plage, à caractère non lucratif et commercial qui pourront être confiées à une association type loi 1901.

En effet, en sus de l'activité de location de matériel de plage, qui favorise l'accès aux activités de plage à très faible coût tout en favorisant le lien social, la Métropole souhaite développer :

- La surveillance diurne du site par une posture de vigie ;
- La surveillance nocturne du site par la mise en place d'un veilleur de nuit, et en établissant une surveillance du plan d'eau autour de ses activités nautiques.

Enfin, des missions d'observation et de découverte de la nature seront développées sur la connaissance du milieu faunistique et floristique avec l'accompagnement des agents du conservatoire d'espaces naturels des salines à Villeneuve-lès-Maguelone.

Le lot n°4 se trouvant sur un espace remarquable protégé, il convient de supprimer le lot des emprises de plage.

Pour ce faire, il est donc proposé la signature d'un avenant n°1 au contrat de concession des plages naturelles situées sur le territoire de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, portant la création d'une quatrième ZAM en substitution du lot de plage n°3 et la suppression du lot n°4 de la carte des emprises, ainsi que le nouveau plan d'implantation des emprises de lot de plage.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 au contrat de concession ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/24

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 février 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20240213-258442-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/02/24

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan_de_situation_2023.pdf

- CDC_VLM_avenant1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.